



Séance du conseil communal du 14 octobre 2020

Mobiliser les administrations compétentes pour prendre des mesures de lutte contre le bruit

ORDRE DU JOUR

1. Approbation des procès-verbaux des séances du conseil communal du 1er juillet 2020 et du 29 juillet 2020.
2. Approbation du plan de gestion annuel des forêts communales pour l'année 2021.
3. Approbation de plusieurs actes notariés :
 - a) Actes VEFA « Rackebierg »
 - b) Acte de cession gratuite « Biekesbierg »
 - c) Acte de cession gratuite « Kiem »
4. Approbation de l'organisation scolaire définitive 2020/2021.
5. Formulation d'un avis dans le cadre de la suppression du PSDDI.

6. Urbanisme : Approbation du PAP « Rackebierg – Lot 25 ».
7. Fixation des taux de l'impôt commercial et de l'impôt foncier pour l'année 2021.

8. Approbation d'un compromis d'échange.
9. Approbation d'une série de contrats de bail pour l'immeuble 110, route d'Arlon.
10. Confirmation d'un règlement d'urgence sur la circulation.
11. Approbation du concept de sécurité.
12. Divers.
13. Motion de la fraction du DP de demander d'urgence aux administrations compétentes de prendre des mesures de lutte contre le bruit pour protéger les habitants de Strassen.
14. Demande du parti « Déi Gréng » pour une meilleure gestion et la divulgation des décisions du conseiller municipal.
15. Décisions portant sur l'exercice du droit de préemption (Séance en huis clos).

Présents :

Bourgmestre Gaston Greiveldinger (LSAP) ; 1er échevin Nicolas Pundel (CSV) ; 2e échevin François Gleis (CSV)

Conseillers : Maryse Bestgen-Martin (Déi Gréng), Martine Dieschburg-Nickels (DP), Jean-Marie Dürrer (CSV), Victoria El Khoury (LSAP), Marc Fischer (DP), Laurent Glesener (DP), Léandre Kandel (DP), Claire Remmy (Déi Gréng), Jean-Claude Roob (LSAP), Betty Welter-Gaul (LSAP)

Secrétaire : Christian Muller

Absent :



1. Approbation des procès-verbaux des séances du conseil communal du 1^{er} juillet 2020 et du 29 juillet 2020.

Les rapports des séances du conseil communal du 1^{er} juillet 2020 et du 29 juillet 2020 sont adoptés sans discussion.

2. Approbation du plan de gestion annuel des forêts communales pour l'année 2021.

Le garde-forestier Serge Bisenius présente le plan de gestion des forêts communales pour l'année prochaine, tout en soulignant que les coupes seront réduites au minimum en raison de la sécheresse extrême de cette année. En conséquence, pratiquement seuls les arbres secs seront enlevés.

En outre, le garde forestier énumère de nombreux travaux d'entretien, tels que l'enlèvement des plantes invasives (berce de Caucase et renouée du Japon), le fauchage extensif avec des moutons resp. des chemins forestiers, l'enlèvement des déchets déposés illégalement, le marquage des biotopes spéciaux ou des sites de reproduction des chauves-souris, les travaux de sécurisation des arbres et la mise à découvert des repères de délimitation, la protection de plusieurs tombes celtes historiques, la protection des cours d'eau, le reboisement et l'entretien des jeunes plantations, la protection des animaux sauvages (chat sauvage) et les actions contre les parasites (chenilles processionnaires du chêne et bostryches), le monitoring de la faune sauvage, des actions de sensibilisation du public ou des activités pédagogiques avec les enfants, y compris la mise à disposition de matériaux naturels ou d'activités de vacances pour les écoliers. En outre, le plan de gestion prévoit la mise en place et l'entretien des infrastructures didactiques et récréatives, des bâtiments et des machines forestières, ainsi que des tâches de police dans le domaine de la protection de la nature, des animaux et des forêts.

Au total, les dépenses pour 2021 s'élèvent à 233.000 €, alors que les recettes, à la suite de la diminution de l'exploitation forestière, s'élèvent à 62.200 €.

Le conseiller Jean-Marie Dürrer (CSV) attire l'attention sur de nombreux arbres morts le long des chemins sur des terrains privés, ainsi que sur la nécessité de planter à long terme d'autres espèces d'arbres dans nos forêts en raison du changement climatique.

Le conseiller Léandre Kandel (DP) propose de former notre propre personnel à la lutte contre chenille processionnaire du chêne afin de pouvoir réagir plus rapidement contre ce fléau.

Le conseiller Marc Fischer (DP) s'enquiert du repos nocturne dans les forêts (normalement une heure après le coucher du soleil jusqu'à une heure avant le lever du soleil) et d'une facturation directe des matériaux naturels produits pour l'école et la Maison Relais.

La conseillère Martine Dieschburg-Nickels (DP) propose d'effectuer en compagnie du garde-forestier une visite des forêts communales et éventuellement d'aménager un sentier d'apprentissage forestier selon le modèle de la commune de Koerich. En outre, elle s'enquiert de la présence d'éventuels loups aperçus dans les forêts de la commune, ce qui n'est cependant pas le cas.

La conseillère Maryse Bestgen-Martin (Déi Gréng) s'interroge sur la possibilité de signaler les sentiers de randonnée dans les forêts de Strassen. Le garde-forestier Serge Bisenius fait référence aux itinéraires tracés, y compris pour la piste cyclable. Il serait aussi possible de signaler plus clairement le tumulus celtique. Il y a malheureusement beaucoup d'actes de vandalisme dans ce domaine.

L'échevin François Gleis (CSV) souligne l'importance de la forêt en tant qu'espace de loisirs et, par conséquent, l'importance du passage souterrain près de l'arbre de la liberté. La conseillère Claire Remmy (Déi Gréng), participant à cette séance par vidéoconférence, se renseigne sur la signalisation



du circuit « auto-pédestre » au « Fräiheitsbam ». La conseillère Betty Welter-Gaul (LSAP) veut savoir si la fosse à feu peut être utilisée par tout le monde ou seulement par les classes de l'école.

Tous les orateurs remercient le garde-forestier et son équipe pour l'élaboration du plan de gestion et pour l'excellent travail accompli.

Le plan de gestion est adopté à l'unanimité.

3. Approbation de plusieurs actes notariés :

- a) Actes VEFA « Rackebierg »
- b) Acte de cession gratuite « Biekesbierg »
- c) Acte de cession gratuite « Kiem »

a) Deux actes notariés concernant, d'une part, une maison individuelle au 25, rue Lou Koster à Strassen, où le coût de revient du terrain de 1,77 ares s'élève à 389.400 €, alors que la maison individuelle à construire s'élève à 883.888,40 €, de sorte que la dépense pour cette maison, prévue comme maison de location sociale, s'élève à 1.273.288,40 €, ainsi que six appartements dans la résidence Alma, Anna et Ava à 10, 12 et 14 rue Lou Koster à Strassen de 62,16, 67,14, 70,46, 72,42 70,46 et 72,42 m² comprenant cave et espace de stationnement pour une voiture à un prix total de 3.202.880,68 € seront discutés lors d'une réunion ultérieure.

La conseillère Martine Dieschburg-Nickels (DP) a constaté une différence entre les sommes retenues dans un contrat de réservation établi entre les deux parties et votées par le conseil municipal le 24 juillet 2019 et les montants soumis à l'approbation du conseil communal. En vue de pouvoir vérifier les montants retenus dans les devis, le bourgmestre Gaston Greiveldinger (LSAP) propose de reporter ce point à une prochaine réunion, ce qui est approuvé à l'unanimité.

b) Cet acte concerne la cession gratuite de 25% de la surface du plan d'aménagement particulier (PAP) « Suebelfeld » de Luxenergie S.A., qui prévoit de construire une installation de cogénération. Le terrain cédé se trouve derrière le bâtiment, en direction de Reckenthal.

La conseillère Claire Remmy (Déi Gréng) demande si la commune a son mot à dire sur le fonctionnement de l'installation.

L'échevin Nicolas Pundel (CSV) explique que la société d'exploitation n'a rien à voir avec la commune, mais qu'elle a obtenu le permis de construire de l'installation. Il ne s'agit pas d'une installation de combustion, mais de gazéification du bois produisant à la fois de la chaleur et du froid. La cession du terrain est adoptée à l'unanimité.

c) Un autre acte notarié concernant la cession gratuite à la commune de deux terrains respectivement de 1,14 et 0,7 a., rue du Kiem à Strassen, est également adopté à l'unanimité.

4. Approbation de l'organisation scolaire définitive 2020/2021.

L'échevin Nicolas Pundel (CSV) présente l'organisation de l'école pour la commune de Strassen, où sont inscrits 730 enfants répartis dans 48 classes. Dans l'enseignement précoce, 87 enfants sont répartis en cinq classes, 187 enfants en 12 classes à l'école maternelle. Dans le cycle 2.1, 88 enfants sont répartis en six classes. Dans le cycle 2.2, 75 enfants en cinq classes. Dans le cycle 3.1, 70 enfants en cinq classes, dans le cycle 3.2 74 enfants en cinq classes, dans le cycle 4.1 75 enfants en cinq classes et dans le cycle 4.2, 73 enfants en cinq classes. En outre, il y a quatre classes d'accueil.



L'échevin Nicolas Pundel (CSV) souligne qu'au total 80 personnes sont actives dans le domaine scolaire, en partie à cause d'un travail à temps partiel ou à cause des besoins spécifiques des élèves. Il évoque l'organisation des différents groupes pédagogiques et les tâches particulières en tant qu'école de l'Unesco et de l'Arc-en-ciel, en soulignant les efforts particuliers visant à transmettre aux élèves, par le biais d'activités pédagogiques, des relations respectueuses entre eux et au sein de la société. Il rappelle le plan de développement scolaire ainsi que la prise en compte des enfants ayant des besoins spécifiques.

Concernant d'autres actions dans le domaine de l'école, Nicolas Pundel (CSV) mentionne « Gesond lessen - méi Bewegung », le Parlement des élèves et le journal scolaire « De Schnëssert ». En ce qui concerne le transport scolaire, il fait référence aux trois autobus scolaires qui sont tous surveillés par un accompagnateur.

Il se réfère également aux vacances de neige déplacées l'année dernière, ainsi qu'à un éventuel nouveau report cette année. Il souligne aussi la situation incertaine concernant le séjour des classes actuelles du cycle 4.1 prévu du 3 au 12 mars à Steinach, en Autriche.

Il évoque également les activités de la Musep et de la Lasep, ainsi que diverses activités extrascolaires, la collaboration avec la Maison Relais, etc. avant de remercier la direction de l'école et tous les participants pour la bonne collaboration lors de l'élaboration de cette organisation scolaire. Les orateurs de tous les groupes politiques du conseil communal s'associent à ces remerciements.

Le conseiller Léandre Kandel (DP) n'apprécie pas le fait que l'exploitant de Steinach ait facturé 90 % des séjours annulés cette année et il demande pourquoi la commune a malgré tout l'intention d'y renvoyer les classes. L'échevin Nicolas Pundel (CSV) justifie cela par le fait que l'on connaît les circonstances et que tout est en ordre, ce qui devrait être contrôlé préalablement en cas de changement de site.

La conseillère Martine Dieschburg-Nickels (DP) se renseigne sur les quatre classes d'accueil afin de savoir s'il y a des enfants du Centre de Logopédie. L'échevin Nicolas Pundel (CSV) indique qu'il s'agit uniquement d'enfants de parents qui sont emmenagés à Strassen.

La conseillère Betty Welter-Gaul (LSAP) remercie la commune pour le recrutement de personnes inscrites aux services sociaux comme bénéficiaires de Revis, qui sont maintenant actives en tant qu'accompagnateurs pour le transport des élèves.

Le bourgmestre Gaston Greiveldinger (LSAP) explique ce projet social lancé conjointement avec le ministère de la Famille.

L'organisation scolaire définitive est adoptée à l'unanimité.

5. Formulation d'un avis dans le cadre de la suppression du PSSDI.

À l'unanimité, le conseil communal accepte la suppression du plan sectoriel concernant les décharges de matériaux inertes afin de permettre l'élaboration d'un nouveau règlement en la matière.

6. Urbanisme : Approbation du PAP « Rackebierg – Lot 25 ».

Une modification du plan d'aménagement particulier « Rackebierg - Lot 25 » concerne l'ajout d'une dépendance n'ayant pas d'incidence sur la densité de la population.

La conseillère Martine Dieschburg-Nickels (DP) indique que cette demande date de décembre 2019, que le bâtiment a déjà été construit et se demande pourquoi le conseil communal n'en discute que maintenant.



Le bourgmestre Gaston Greiveldinger (LSAP) déclare que la réponse du ministère n'est parvenue à la commune de Strassen que le 23 juillet 2020.

Tous les conseillers approuvent l'autorisation.

7. Fixation des taux de l'ICC et de l'IF pour l'année 2021.

À l'unanimité, les membres du conseil communal sont d'accord avec le maintien inchangé des taux multiplicateurs de l'impôt commercial et de l'impôt foncier pour 2021.

Par conséquent, le taux multiplicateur de l'impôt commercial reste à 250%.

Les taux multiplicateurs pour l'impôt foncier restent

- A 500% propriétés agricoles
- B1 750% constructions industrielles ou commerciales
- B2 500% constructions à usage mixte
- B3 250% constructions à autre usage
- B4 250% maisons unifamiliales, maisons de rapport
- B5 500% immeubles non bâtis autres que les terrains à bâtir à des fins d'habitation
- B6 500% terrains à bâtir à des fins d'habitation

8. Approbation d'un compromis d'échange.

Un échange de terrain par lequel Nicolas Kandel échange un terrain de 96,96 ares au lieu-dit « Langen Anwender » pour un prix de 75.000 € l'are, soit un total de 7.272.000 € avec la commune de Strassen et reçoit en contrepartie deux parcelles de 2,15 resp. 28,18 ares dans la rue du Kiem pour un prix de 174.000 € l'are, soit un total de 5.277.420 €, ainsi qu'une soulte de 1.994.580 € est approuvé à l'unanimité par les membres du conseil communal.

Cet échange de terrains est effectué à des fins d'utilité publique puisque la commune prévoit d'y construire des installations publiques, en particulier les ateliers de la régie municipale.

Le conseiller Léandre Kandel (DP) n'a pas participé aux délibérations et au vote.

9. Approbation d'une série de contrats de bail pour l'immeuble 110, route d'Arlon.

Étant donné que le conseil communal a estimé trop élevées les charges mensuelles relatives aux logements sociaux sis 110, route d'Arlon à Strassen étaient trop élevés par rapport aux loyers, celles-ci sont redressées.

Le conseiller Marc Fischer (DP) estime que différents loyers ne sont plus à considérer comme des loyers sociaux et la conseillère Martine Dieschburg-Nickels (DP) trouve également qu'un loyer de 1.161 € pour 66,4 m² est relativement élevé. Elle se félicite que les contrats de bail ont tous été corrigés en supprimant l'alinéa sur l'interdiction d'activité professionnelle dans les appartements à l'article 3, superflu, car déjà repris à l'article 7 et ceci sans équivoque.

La conseillère Betty Welter-Gaul (LSAP) précise que les loyers sociaux sont calculés en fonction des revenus des locataires, ce qui explique les différences de loyers qui peuvent exister entre deux habitations ayant une même surface habitable. De plus, elle rappelle que ces loyers ne sont en fait que des avances de loyers, ces derniers étant révisés et ajustés en fin d'année.



Les nouveaux baux sont adoptés à l'unanimité.

10. Confirmation d'un règlement d'urgence sur la circulation.

Divers règlements de circulation urgents d'une durée de plus de 72 heures concernant des travaux dans la rue des Romains, rue Michel Rodange, rue Michel Lentz et rue Dicks sont approuvés unanimement. En outre, la réglementation provisoire existante et autorisant les cyclistes à utiliser la rue des Romains au contresens, est prorogée provisoirement jusqu'au 3 septembre 2021.

11. Approbation du concept de sécurité.

La proposition du conseil échevinal de publier un concept de sécurité pour la commune de Strassen sur la manière de se comporter dans les bâtiments publics communaux, dans les infrastructures sportives et dans la vie associative en ce qui concerne les dispositions de la COVID 19, tout comme sur le nombre de personnes autorisées à séjourner dans un lieu et dans quelles conditions, a donné lieu à de longues discussions.

Selon le conseil échevinal, les associations et les organisateurs ont déjà été informés de diverses règles en vertu de la législation COVID, ce qui n'a pas toujours été bien accueilli, plusieurs associations n'ayant pas émis d'avis, d'autres se sentant contraintes par ces mesures. Il s'agit de respecter les distances nécessaires ou de rendre le port du masque obligatoire si la distance ne peut être respectée, tout en gardant ses distances même avec un masque. Il s'agit surtout pour le conseil échevinal d'une lutte contre l'insouciance.

C'est pour cette raison que le secrétaire communal Christian Muller a élaboré un concept de sécurité sur la base des règlements et des mesures sanitaires existantes, afin que celui-ci puisse être transmis aux associations afin de leur rappeler leurs responsabilités, y compris en ce qui concerne la responsabilité civile, notamment en vue de la tenue du marché de Noël.

Le conseiller Marc Fischer (DP) fait l'éloge de la municipalité pour son initiative et pour l'élaboration de ce résumé de 17 pages. Il se demande toutefois ce qui se passera si la législation nationale change et craint que, dans ce cas, la commune ne soit en faute, puisque la législation nationale prime. C'est pourquoi il suggère d'attirer l'attention sur le fait que les règles nationales doivent être respectées, parce qu'il craint que des règles communales ne créent des confusions.

L'échevin Nicolas Pundel (CSV) objecte qu'on veut créer des directives pour les clubs qui, autrement, ne savent pas comment appliquer les règles étatiques. Le bourgmestre Gaston Greiveldinger (LSAP) est également d'avis que l'on a besoin d'un règlement, faute de quoi les règles seront en général dangereusement ignorées.

La conseillère Martine Dieschburg-Nickels (DP) souligne qu'il existe des règles gouvernementales auxquelles il faut naturellement se conformer. Si des clubs ne s'y conformaient pas, la commune devrait prévoir des sanctions. Toutefois, elle ne pense pas que les clubs seront plus enclins à s'y conformer si les règles viennent de la municipalité. Elle estime qu'il n'est pas juste que les associations reçoivent des subsides s'ils ne respectent pas les règles.

De son côté, le conseiller Laurent Glesener (DP) craint que les clubs ne se réfèrent plus tard au règlement communal en cas de modifications législatives.

Le conseiller Jean-Marie Dürrer (CSV) rappelle qu'en Allemagne, les courses automobiles illégales mortelles sont considérées comme des meurtres et qu'il serait possible d'argumenter de même si l'on ignore volontairement ces règles.



L'échevin François Gleis (CSV) évoque lui aussi la nécessité d'émettre des signes montrant que la commune est consciente de ses responsabilités et veut protéger ses citoyens.

Pour le conseiller Marc Fischer (DP), le conseil municipal ne peut pas réagir assez rapidement aux changements et propose que le conseil échevinal publie ces règles.

La conseillère Martine Dieschburg-Nickels (DP) ne peut pas non plus voter pour ou contre, car elle est d'avis qu'il faut naturellement respecter les règles pour que le moins possible de personnes tombent malades, mais elle s'oppose à un vote, et propose que le conseil échevinal agisse dans ce domaine.

Le bourgmestre Gaston Greiveldinger (LSAP) explique une fois de plus que l'on a voulu expliquer clairement aux associations comment la loi doit être appliquée au sein de leur association. Telle était l'intention du conseil échevinal. Pour cette raison, il propose aux membres du conseil communal de charger le conseil échevinal de distribuer ce « vadémécum » aux associations. Cela ne remet rien en question, mais on reprend les textes gouvernementaux qui sont communiqués aux associations, valables pour chaque association et chaque conseiller communal.

Enfin, le conseil communal se met d'accord pour donner mandat au conseil échevinal de transmettre aux associations les mesures existantes de la législation COVID et de les inciter à respecter ces règles.

12. Divers.

Le conseiller Léandre Kandel (DP) veut savoir ce qu'il en est après l'appel d'offres de candidatures pour le café communal. Le bourgmestre Gaston Greiveldinger (LSAP) indique que cinq candidatures ont été reçues. Elles seront soumises prochainement au conseil communal.

Le conseiller Léandre Kandel (DP) s'informe également de la situation concernant les plans du nouveau terrain de football. À cet égard, le bourgmestre Gaston Greiveldinger (LSAP) indique que l'on est en train d'élaborer ces plans avec tous les acteurs concernés et qu'il existe également différentes conceptions des prix. Il convient d'examiner le cadre approprié et la viabilité financière. Dès que cela sera fait, le conseil communal sera informé.

La conseillère Victoria El Khoury (LSAP) propose l'aménagement d'une aire de jeux inclusive pouvant accueillir tous les enfants y compris ceux à besoins spécifiques. Le bourgmestre Gaston Greiveldinger (LSAP) approuve l'idée qu'il transmettra pour examen au service technique communal.

La conseillère Martine Dieschburg-Nickels (DP) fait l'éloge de l'aire de jeux avec les jeux d'eau au « Pescher IV », mais regrette le manque d'ombrage et propose d'y installer des voiles solaires ou des pergolas recouvertes de végétation. Selon le bourgmestre Gaston Greiveldinger (LSAP), cela doit être noté dans le prochain budget en raison des coûts.

Le conseiller Jean-Marie Dürrer (CSV) se plaint du fait que trop d'arbres dans les nouveaux lotissements ne disposent pas d'espace suffisant pour leurs racines, de sorte qu'ils dépérissent en un rien de temps, notamment en raison de la chaleur estivale. À cet égard, il convient de veiller à ce que les arbres soient plantés de manière professionnelle et à ce que l'on fasse attention au choix des espèces vu le changement climatique.

Le conseiller Laurent Glesener (DP) est d'ailleurs d'avis que les arbres périclent rapidement dans différents quartiers résidentiels. Il se demande s'il appartient au promoteur de les remplacer.

La conseillère Claire Remmy (Déi Gréng) s'interroge sur la teneur en oxygène de l'eau dans le parc de Riedgen. Le bourgmestre Gaston Greiveldinger déclare que cette eau coule à travers l'étang, qu'elle est utilisée pour arroser le terrain de football, que seule la pompe du jet d'eau était défectueuse et a été remplacée.



En outre, la conseillère Claire Remmy (Déi Gréng) déplore que certaines suggestions ne soient pas consignées par écrit dans les comptes rendus officiels.

13. Motion de la fraction du DP de demander d'urgence aux administrations compétentes de prendre des mesures de lutte contre le bruit pour protéger les habitants de Strassen.

Dans une motion écrite, le groupe DP du conseil communal demande l'élaboration de mesures municipales de réduction du bruit, compte tenu de la situation inscrite sur les cartes de bruit stratégiques et de la volonté de l'État de prévenir et d'améliorer les nuisances sonores. Il demande au conseil communal de soutenir le collège échevinal pour prendre les mesures pro-actives et entamer les négociations nécessaires au nom du conseil communal auprès des instances nationales pour diminuer les nuisances sonores le plus rapidement possible et se prononcer en faveur de toute action communale visant à amener le gouvernement à considérer la commune de Strassen comme prioritaire dans la mise en place de mesures de lutte contre le bruit.

Le conseiller Marc Fischer (DP) souligne que cela ne doit pas être considéré comme une motion du DP, mais comme une préoccupation de l'ensemble du conseil communal. Le moment est venu de réagir. C'est pourquoi l'ensemble du conseil communal devrait le soutenir.

Le bourgmestre Gaston Greiveldinger (LSAP) fait référence à un communiqué publié dans les quotidiens selon lequel la population est appelée à y participer, sans toutefois fournir d'informations sur les mesures à prendre, les habitants devant s'adresser à leurs communes avant le 14 décembre. Les 19 et 20 octobre, des réunions d'information sont également prévues en ligne, de sorte qu'on devrait y sensibiliser la population.

Le conseiller Jean-Marie Dürrer (CSV) souligne que les valeurs de décibels indiquées ne représentent que des valeurs moyennes sur une période de huit heures, alors que les pics sont beaucoup plus élevés.

La conseillère Martine Dieschburg-Nickels (DP) appelle également la municipalité à agir de manière pro-active et à sensibiliser la population à la participation, car la localité de Strassen est doublement concernée. D'une part, par la route d'Arlon très fréquentée et, d'autre part, par l'autoroute qui traverse le village.

L'échevin François Gleis (CSV) redoute un trafic encore plus important dans la localité lorsque tous les plans de construction du « Batiself » seront réalisés, tout en émettant des doutes quant à l'efficacité future du projet du boulevard de Merl.

À cet égard, le bourgmestre Gaston Greiveldinger (LSAP) propose une réunion publique avec traduction simultanée et une sensibilisation de la population à se connecter en grand nombre au début, en octobre.

Le conseiller Léandre Kandel (DP) estime qu'il est utile d'organiser une pétition, tandis que le conseiller Jean-Marie Dürrer (CSV) appelle également à un débat sur le tramway, simultanément à celui sur les nuisances sonores.

Le bourgmestre Gaston Greiveldinger (LSAP) propose de voter cette motion tout en planifiant des actions en tant que conseil échevinal, raison pour laquelle le conseil communal devrait se réunir avant la séance prévue en novembre.

La motion est adoptée à l'unanimité.



14. Demande du parti « Déi Gréng » pour une meilleure gestion et la divulgation des décisions du conseiller municipal.

Dans sa demande écrite, le parti « Déi Gréng » dénonce le manque d'information des citoyens et des représentants communaux dans l'intérêt de la formation de l'opinion publique sur ce qui se passe dans la commune.

Il critique le délai (prévu par la loi) de cinq jours ouvrables pour la convocation du conseil communal et demande un calendrier régulier. Il constate également que les citoyens sont bien informés des réunions du conseil communal par SMS2Citizen, mais sans connaître l'ordre du jour. Ils ne peuvent donc pas consulter les membres du conseil à ce sujet. Ils soulignent également que différentes municipalités diffusent leurs réunions par radio ou vidéo.

Le parti « Déi Gréng » demande donc, à partir d'octobre 2020, un calendrier trimestriel des réunions, un avis public de l'ordre du jour des réunions, une amélioration de la transparence par des émissions vidéo ou audio, ainsi qu'une publication de l'InfoBuet immédiatement après chaque réunion du conseil communal.

Le bourgmestre Gaston Greiveldinger (LSAP) et l'échevin Nicolas Pundel (CSV) précisent que l'ordre du jour des séances du conseil communal est toujours publié à l'avance sur le site de la commune, en même temps que la date de tenue des séances.

Le bourgmestre Gaston Greiveldinger (LSAP) indique que tous les documents sont envoyés aux membres du conseil communal à temps, mais que des documents de dernière minute sont toujours ajoutés. Toutefois, il pourrait être possible de livrer certains documents un peu plus tôt. En ce qui concerne le calendrier, les dates ont toujours été fixées d'une réunion à l'autre.

La conseillère Maryse Bestgen-Martin (Déi Gréng) souhaite une publication plus rapide après chaque réunion du conseil communal dans le bulletin municipal.

La conseillère Victoria El Khoury (LSAP) propose que les dates des réunions soient fixées une dizaine de jours avant chaque réunion, sans pour autant qu'il y ait un calendrier prévisionnel qui ne serait peut-être pas compatible avec le fonctionnement du collège échevinal. Etant donné que les documents relatifs aux différents points de l'ordre du jour sont envoyés à chaque conseiller communal, elle ne voit pas d'objection à ce que l'ordre du jour soit communiqué 5 jours avant la réunion du conseil communal.

Le bourgmestre Gaston Greiveldinger (LSAP) souligne que différents délais sont fixés, de sorte que l'on est constamment pressé par le temps et, à cet égard, il fait l'éloge du secrétaire communal Christian Muller pour son excellent travail.

En outre, la prochaine réunion du conseil communal a déjà été fixée au 4 novembre.

L'échevin François Gleis (CSV) confirme qu'il n'est pas possible de fournir tous les documents plus tôt.

La conseillère Maryse Bestgen-Martin (Déi Gréng) propose que les documents déjà disponibles soient traités lors d'une réunion supplémentaire avancée.

La proposition de « Déi Gréng » est adoptée à l'unanimité.

15. Décisions portant sur l'exercice du droit de préemption (huis clos).

Lors d'une séance à huis clos, les membres du conseil municipal se sont déclarés préoccupés par l'exercice d'un droit de préemption.



Sitzung des Gemeinderates vom 14. Oktober 2020

Die zuständigen Verwaltungen mobilisieren, um Maßnahmen zur Lärmbekämpfung zu ergreifen

TAGESORDNUNG

1. Annahme der Protokolle der Gemeinderatssitzungen vom 1. Juli 2020 und 29. Juli 2020
2. Genehmigung des jährlichen Bewirtschaftungsplans für die Gemeindewälder für das Jahr 2021
3. Genehmigung mehrerer notarieller Urkunden:
 - a) Urkunden VEFA « Rackebierg »
 - b) Urkunde über unentgeltliche Abtretung « Biekesbierg »
 - c) Urkunde über unentgeltliche Abtretung « Kiem »
4. Genehmigung der endgültigen Schulorganisation 2020/2021.
5. Formulierung einer Stellungnahme im Zusammenhang mit der Streichung der PSDDI
6. Urbanismus: Genehmigung des PAP « Rackebierg – Los 25 ».
7. Festlegung der Sätze für die kommunale Gewerbesteuer (ICC) und die Grundsteuer (IF) für das Jahr 2021
8. Genehmigung eines Tauschvorvertrags
9. Genehmigung mehrerer Mietverträge für das Gebäude 110, route d'Arlon.
10. Bestätigung einer dringlichen Verkehrsanordnung.
11. Annahme des Sicherheitskonzeptes
12. Verschiedenes
13. Antrag der DP-Fraktion, die zuständigen Verwaltungen dringend aufzufordern, Lärmschutzmaßnahmen zum Schutz der Einwohner von Strassen zu ergreifen
14. Antrag der Partei "Déi Gréng" auf eine bessere Handhabung und Offenlegung der Entscheidungen des Gemeinderats
15. Entscheidungen über die Ausübung des Vorkaufsrechts (unter Ausschluss der Öffentlichkeit)

Anwesend:

Bürgermeister Gaston Greiveldinger (LSAP); 1. Schöffe Nicolas Pundel (CSV); 2. Schöffe François Gleis (CSV)

Mitglieder des Gemeinderates: Maryse Bestgen-Martin (Déi Gréng), Martine Dieschburg-Nickels (DP), Jean-Marie Dürrer (CSV), Victoria El Khoury (LSAP), Marc Fischer (DP), Laurent Glesener (DP), Léandre Kandel (DP), Claire Remmy (Déi Gréng), Jean-Claude Roob (LSAP), Betty Welter-Gaul (LSAP)

Sekretär: Christian Muller

Abwesend:



1. Annahme der Protokolle der Gemeinderatssitzungen vom 1. Juli 2020 und 29. Juli 2020

Die Protokolle der Gemeinderatssitzungen vom 1. Juli 2020 und 29. Juli 2020 werden ohne weitere Erörterung angenommen.

2. Genehmigung des jährlichen Bewirtschaftungsplans für die Gemeindewälder für das Jahr 2021

Der Förster Serge Bisenius stellt den Bewirtschaftungsplan für die Gemeindewälder für das nächste Jahr vor und weist darauf hin, dass der Holzeinschlag aufgrund der diesjährigen extremen Trockenheit auf ein Minimum reduziert wird. Daher werden praktisch nur die Bäume entfernt, die verdorrt sind.

Darüber hinaus listet der Forstaufseher zahlreiche Pflegearbeiten auf, wie z.B. die Beseitigung von invasiven Pflanzen (z.B. Riesenbärenklau und Spieß-Knöterich), extensive Mahd mit Schafherden bzw. auf Waldwegen, Entfernung von widerrechtlich abgelagertem Müll, Kennzeichnung von speziellen Biotopen oder von Fledermausbrutstätten, Arbeiten zur Baumsicherung und Freilegung von Grenzmarkierungen, Schutz mehrerer historischer Keltengräber, Schutz der Wasserläufe, Aufforstung und Pflege von Jungpflanzungen, Schutz von Wildtieren (Wildkatze) und Parasitenbekämpfung (Eichenprozessionsspinner und Borkenkäfer), Überwachung von Wildtieren, Sensibilisierungsmaßnahmen für die breite Öffentlichkeit oder pädagogische Aktivitäten mit Kindern, einschließlich der Bereitstellung von Naturmaterialien oder Ferienaktivitäten für Schulkinder. Darüber hinaus sieht der Bewirtschaftungsplan die Einrichtung und den Unterhalt von Bildungs- und Freizeiteinrichtungen, Gebäuden und Forstmaschinen sowie polizeiliche Aufgaben im Bereich des Natur-, Tier- und Waldschutzes vor.

Insgesamt belaufen sich die Ausgaben für das Jahr 2021 auf 233.000 €, während die Einnahmen infolge des Rückgangs der forstwirtschaftlichen Nutzung bei 62.200 € liegen.

Gemeinderatsmitglied Jean-Marie Dürrer (CSV) weist auf die vielen abgestorbenen Bäume entlang der Wege hin, die sich auf Privatgrundstücken befinden, sowie auf die Notwendigkeit, angesichts des Klimawandels auf lange Sicht andere Baumarten in unseren Wäldern anzupflanzen.

Das Mitglied des Gemeinderates Léandre Kandel (DP) schlägt vor, die eigenen Mitarbeiter in der Bekämpfung des Eichenprozessionsspinners zu schulen, um schneller auf diese Plage reagieren zu können.

Das Gemeinderatsmitglied Marc Fischer (DP) erkundigt sich nach der Nachtruhe in den Wäldern (in der Regel eine Stunde nach Sonnenuntergang bis eine Stunde vor Sonnenaufgang) und der direkten Abrechnung der für die Schule und die Maison Relais zur Verfügung gestellten Naturmaterialien.

Gemeinderatsmitglied Martine Dieschburg-Nickels (PD) regt an, mit dem Förster zusammen die Gemeindewälder zu besichtigen und eventuell einen Waldlehrpfad nach dem Vorbild der Gemeinde Koerich anzulegen. Darüber hinaus erkundigt sie sich, ob etwa Wölfe in den Wäldern der Gemeinde gesichtet worden seien. Dies sei jedoch nicht der Fall.

Gemeinderatsmitglied Maryse Bestgen-Martin (Déi Gréng) fragt, ob es möglich sei, in den Wäldern der Gemeinde Strassen Wanderwege auszuschildern. Der Förster Serge Bisenius verweist auf die ausgeschilderten Wege, einschließlich des Radweges. Es bestünde auch die Möglichkeit, den keltischen Grabhügel eindeutiger zu beschildern. Leider sind in diesem Bereich viele Fälle von Vandalismus zu verzeichnen.

Schöffe François Gleis (CSV) betont die Bedeutung des Waldes als Erholungsgebiet und somit auch die wichtige Rolle der Unterführung in der Nähe des Freiheitsbaums. Gemeinderatsmitglied Claire



Remmy (Déi Gréng), die per Videokonferenz an dieser Sitzung teilnimmt, erkundigt sich nach der Beschilderung des Rundwanderwegs am "Fräiheetsbam". Gemeinderatsmitglied Betty Welter-Gaul (LSAP) bittet um Auskunft, ob die Feuerstelle von allen benutzt werden darf oder nur von den Schulklassen.

Alle Redner danken dem Forstaufseher und seinem Team für die Ausarbeitung des Bewirtschaftungsplans und für ihre hervorragende Arbeit.

Der Forstbewirtschaftungsplan wird einstimmig angenommen.

3. Genehmigung mehrerer notarieller Urkunden

- a) Urkunden VEFA « Rackebierg »
- b) Urkunde über unentgeltliche Abtretung « Biekiesberg »
- c) Urkunde über unentgeltliche Abtretung « Kiem »

a) Die Aussprache über zwei notarielle Urkunden, die einerseits ein Einfamilienhaus in der Rue Lou Koster 25 in Strassen betreffen, bei dem der Gestehungspreis des 1,77 Ar großen Grundstücks 389.400 € beträgt, während die Kosten für den Bau des zu errichtenden Einfamilienhauses 883.888,40 € betragen, so dass die Ausgaben für dieses Haus, das für die soziale Vermietung bestimmt ist, bei 1. 273.288,40 € liegen, und andererseits sechs Wohnungen in der Wohnanlage Alma, Anna und Ava in der Rue Lou Koster 10, 12 und 14 in Strassen mit Flächen von jeweils 62,16m² 67,14 m², 70,46 m², 72,42 m²; 70,46 m² und 72,42 m² einschließlich Keller und Parkplatz für ein Auto zum Gesamtpreis von 3.202.880,68 € wird auf eine spätere Sitzung verschoben.

Gemeinderatsmitglied Martine Dieschburg-Nickels (DP) weist auf eine Abweichung zwischen den Beträgen hin, die in einem von beiden Parteien vereinbarten und vom Gemeinderat am 24. Juli 2019 verabschiedeten Reservierungsvertrag festgehalten wurden und denen, die dem Gemeinderat zur Genehmigung vorgelegt werden. Um die in den Kostenvoranschlägen festgehaltenen Beträge überprüfen zu können, schlägt Bürgermeister Gaston Greiveldinger (LSAP) vor, diesen Punkt auf eine der nächsten Sitzungen zu verschieben. Dieser Vorschlag wird einstimmig angenommen.

b) Diese Urkunde betrifft die unentgeltliche Abtretung von 25 % der Fläche des Teilbebauungsplans "Suebelfeld" (PAP) der Luxenergie S.A., die den Bau eines Heizkraftwerks vorsieht. Das übertragene Gelände befindet sich hinter dem Gebäude, in Richtung Reckenthal.

Das Mitglied des Gemeinderats Claire Remmy (Déi Gréng) erkundigt sich, ob die Gemeinde ein Mitspracherecht beim Betrieb der Anlage hat.

Der Schöffe Nicolas Pundel (CSV) erklärt, dass die Betreibergesellschaft nichts mit der Gemeinde zu tun hat, dass sie aber die Baugenehmigung für die Anlage erhalten hat. Es handelt sich nicht um eine Verbrennungsanlage, sondern um eine Holzvergasungsanlage, die sowohl Wärme als auch Kälte erzeugt. Die Abtretung des Geländes wird einstimmig angenommen.

c) Ebenfalls einstimmig angenommen wird eine weitere notarielle Urkunde über die unentgeltliche Abtretung an die Gemeinde von zwei Grundstücken zu 1,14 Ar bzw. 0,7 Ar in der Rue du Kiem in Strassen.

4. Genehmigung der endgültigen Schulorganisation 2020/2021

Der Schöffe Nicolas Pundel (CSV) stellt die Schulorganisation für die Gemeinde Strassen vor, in der 730 Kinder in 48 Klassen eingeschrieben sind. In der Früherziehung werden 87 Kinder auf fünf



Klassen aufgeteilt, in der Vorschule sind es 187 Kinder in 12 Klassen. Im Zyklus 2.1 werden 88 Kinder auf sechs Klassen aufgeteilt. Im Zyklus 2.2, 75 Kinder auf fünf Klassen. Im Zyklus 3.1 sind es 70 Kinder in fünf Klassen, im Zyklus 3.2 sind es 74 Kinder in fünf Klassen, im Zyklus 4.1 sind es 75 Kinder in fünf Klassen und im Zyklus 4.2 dann 73 Kinder in fünf Klassen. Darüber hinaus gibt es vier Eingliederungsklassen.

Schöffe Nicolas Pundel (CSV) weist darauf hin, dass insgesamt 80 Personen im Schulbereich tätig sind, teilweise bedingt durch Teilzeitarbeit oder wegen besonderer Bedürfnisse der Schüler. Er beschreibt die Organisation der verschiedenen pädagogischen Gruppen und die besonderen Aufgaben als Unesco- und Regenbogenschule. Er unterstreicht hierbei die Anstrengungen die unternommen werden, um den Schülern durch pädagogische Aktivitäten einen respektvollen Umgang miteinander und innerhalb der Gesellschaft zu vermitteln. Er verweist auf den Schulentwicklungsplan und die Einbeziehung von Kindern mit besonderen Bedürfnissen.

Weitere Aktionen im schulischen Bereich, die von Nicolas Pundel (CSV) angesprochen werden sind "Gesond lessen - méi Bewegung", das Schülerparlament und die Schülerzeitung "De Schnässert". Hinsichtlich des Schülertransports erwähnt er die drei Schulbusse, die alle von einer Begleitperson beaufsichtigt werden.

Er geht auch auf die im vergangenen Jahr verschobenen Schneeferien ein und darauf, dass es auch dieses Jahr möglicherweise wieder zu einer Verschiebung kommt. Er betont, dass auch noch Unsicherheit darüber bestehe, ob der für den 3. bis 12. März geplante Aufenthalt der Klassen des Zyklus 4.1. in Steinach (Österreich) stattfinden könne.

Er geht auch auf die Tätigkeiten der Musep und Lasep, sowie auf verschiedene außerschulische Aktivitäten, die Zusammenarbeit mit dem Maison Relais usw. ein, bevor er der Schulleitung und allen Beteiligten für die gute Zusammenarbeit bei der Ausarbeitung dieser Schulorganisation dankt. Die Redner aller Fraktionen des Gemeinderats schließen sich diesem Dank an.

Gemeinderatsmitglied Léandre Kandel (DP) äußert sich kritisch darüber, dass der Betreiber von Steinach 90 % der annullierten Aufenthalte in diesem Jahr in Rechnung gestellt hat und fragt, warum die Gemeinde weiterhin beabsichtigt, Klassen dorthin zu schicken. Der Schöffe Nicolas Pundel (CSV) begründet dies damit, dass die Gegebenheiten dort bekannt seien und alles in Ordnung sei, wohingegen bei einem Ortswechsel eine vorherige Überprüfung erforderlich sei.

Das Mitglied des Gemeinderates Martine Dieschburg-Nickels (DP) erkundigt sich nach den vier Eingliederungsklassen, um zu erfahren, ob dort auch Kinder sind, die aus dem Logopädie-Zentrum kommen. Schöffe Nicolas Pundel (CSV) erklärt, dass in diesen Klassen nur Kinder sind, deren Eltern nach Strassen gezogen sind.

Gemeinderatsmitglied Betty Welter-Gaul (LSAP) dankt der Gemeinde dafür, dass sie Personen, die bei den Sozialdiensten als Revis-Begünstigte registriert sind, als Begleitpersonen für den Schülertransport eingestellt hat.

Bürgermeister Gaston Greiveldinger (LSAP) gibt Erläuterungen zu diesem gemeinsam mit dem Familienministerium ins Leben gerufenen Sozialprojekt.

Die endgültige Schulorganisation wird einstimmig angenommen.

5. Formulierung einer Stellungnahme im Zusammenhang mit der Streichung des PSSDI

Der Gemeinderat beschließt einstimmig die Streichung des sektoralen Plans für Deponien für Inertmaterial, um so die Ausarbeitung einer neuen Verordnung zu ermöglichen.



6. Urbanismus: Genehmigung des PAP " Rackebierg - Los 25 " .

Bei der Änderung des Teilbebauungsplans "Rackebierg - Los 25" handelt es sich um das Hinzufügen eines Nebengebäudes, welches jedoch keinen Einfluss auf die Bevölkerungsdichte hat.

Gemeinderatsmitglied Martine Dieschburg-Nickels (DP) weist darauf hin, dass dieser Antrag bereits im Dezember 2019 gestellt wurde, dass das Gebäude zwischenzeitlich bereits gebaut wurde und fragt sich, warum der Gemeinderat erst jetzt darüber berät.

Bürgermeister Gaston Greiveldinger (LSAP) erläutert diesbezüglich, dass die Antwort des Ministeriums erst am 23. Juli 2020 bei der Gemeinde Strassen eingegangen ist.

Die Genehmigung wird einstimmig angenommen.

7. Festlegung der Sätze für die kommunale Gewerbesteuer (ICC) und die Grundsteuer (IF) für das Jahr 2021

Die Mitglieder des Gemeinderates sprechen sich einstimmig für die unveränderte Beibehaltung der Multiplikatorsätze für die Gewerbesteuer und die Grundsteuer für 2021 aus.

Deshalb bleibt der Multiplikatorsatz für die Gewerbesteuer bei 250%.

Die Multiplikatorsätze für die Gewerbesteuer verbleiben bei:

- A 500% für landwirtschaftliche Betriebe
- B1 750% für Industrie- oder Gewerbebauten
- B2 500% für Bauten für gemischte Nutzung
- B3 250% für Bauten für andersgeartete Nutzung
- B4 250% für Einfamilienhäuser, Mietshäuser
- B5 500% für unbebaute Immobilien, welche keine Baugrundstücke zu Wohnzwecken sind
- B6 500% für Baugrundstücke zu Wohnzwecken

8. Genehmigung eines Tauschvorvertrags

Ein Grundstückstausch, bei dem Nicolas Kandel mit der Gemeinde Strassen ein 96,96 Ar großes Grundstück auf der Flurbezeichnung "Langen Anwender" zu einem Preis von 75.000 € pro Ar, d.h. insgesamt 7.272.000 €, tauscht und dafür im Gegenzug zwei Grundstücke zu je 2,15 Ar bzw. 28,18 Ar in der Rue du Kiem erhält zu einem Preis von 174.000 € pro Ar, d.h. insgesamt 5.277.420 €, sowie ein Restbetrag von 1.994.580 € wird von den Mitgliedern des Gemeinderates einstimmig genehmigt.

Dieser Grundstückstausch wird für gemeinwohlorientierte Zwecke durchgeführt, da die Gemeinde den Bau öffentlicher Einrichtungen hier vorsieht, nämlich der Werkstätten des kommunalen Regiebetriebs.

Gemeinderatsmitglied Léandre Kandel (DP) hat an den Beratungen und der Abstimmung nicht teilgenommen.



9. Genehmigung mehrerer Mietverträge für das Gebäude 110, route d'Arlon.

Da der Gemeinderat der Ansicht ist, dass die monatlichen Nebenkosten für die Sozialwohnungen auf 110, Route d'Arlon in Strassen im Verhältnis zu den Mieten zu hoch angesetzt sind, werden diese angepasst.

Das Mitglied des Gemeinderats Marc Fischer (DP) ist der Ansicht, dass einige Mieten nicht mehr als sozial verträgliche Mieten gelten könnten, und auch das Gemeinderatsmitglied Martine Dieschburg-Nickels (DP) hält eine Miete von 1.161€ für 66,4 m² für relativ hoch. Sie begrüßt die Tatsache, dass sämtliche Mietverträge korrigiert wurden, indem der Absatz in Artikel 3, der die Ausübung einer Berufstätigkeit in den Wohnungen verbietet, gestrichen wurde. Dieser ist überflüssig, da er bereits unmissverständlich in Artikel 7 enthalten ist.

Gemeinderatsmitglied Betty Welter-Gaul (LSAP) erklärt, dass die sozial verträglichen Mieten auf der Grundlage des Einkommens der Mieter berechnet werden, was erklärt, warum die Mieten bei gleicher Wohnfläche unterschiedlich hoch sein können. Darüber hinaus erinnert sie daran, dass es sich bei diesen Mieten in Wirklichkeit nur um Mietvorauszahlungen handelt, da die Mieten am Ende des Jahres überprüft und angepasst werden.

Die neuen Mietverträge werden einstimmig angenommen.

10. Bestätigung einer dringlichen Verkehrsordnung.

Einige dringliche Verkehrsordnungen, mit einer Gültigkeit von mehr als 72 Stunden, welche die Arbeiten an der Rue des Romains, der Rue Michel Rodange, der Rue Michel Lentz und der Rue Dicks betreffen, werden einstimmig angenommen. Darüber hinaus wird die geltende einstweilige Verordnung, die Radfahrern die Benutzung der Rue des Romains in der Gegenrichtung gestattet, vorläufig bis zum 3. September 2021 verlängert.

11. Annahme des Sicherheitskonzepts.

Der Vorschlag des Schöffenrates, ein Sicherheitskonzept für die Gemeinde Strassen zu veröffentlichen, das sich damit befasst, wie man sich in öffentlichen Gebäuden der Gemeinde, in Sportanlagen und im Vereinsleben in Hinblick auf die COVID-19-Bestimmungen verhalten soll, und die Anzahl der Personen festlegt, die sich an einem Ort aufhalten dürfen und auch unter welchen Bedingungen, führte zu langwierigen Diskussionen.

Nach Angaben des Schöffenrates wurden die Vereine und Veranstalter bereits über die verschiedenen Regelungen im Rahmen der COVID-Gesetzgebung informiert. Dies wurde nicht immer gut aufgenommen, mehrere Vereine hätten keine Stellungnahmen abgegeben und andere hätten sich durch diese Maßnahmen eingeschränkt gefühlt. Es geht darum, die Abstandsregeln einzuhalten oder das Tragen einer Maske verpflichtend zu machen, falls der Abstand nicht eingehalten werden kann, wobei, selbst wenn eine Maske getragen wird, der Abstand eingehalten werden muss. Nach Ansicht des Schöffenrats geht es vor allem darum, leichtsinniges Verhalten zu unterbinden.

Deshalb hat der Gemeindesekretär Christian Müller auf Grundlage der geltenden Vorschriften und Gesundheitsvorschriften ein Sicherheitskonzept erstellt, das an die Vereine weitergeleitet werden soll, um sie auf ihre Verantwortlichkeiten, einschließlich der zivilrechtlichen Haftung, insbesondere im Hinblick auf den Weihnachtsmarkt hinzuweisen.



Das Mitglied des Gemeinderates Marc Fischer (DP) spricht der Gemeindeverwaltung seine Anerkennung für ihre Initiative und für die Erarbeitung dieser 17-seitigen Zusammenfassung aus. Er stellt sich jedoch die Frage, was passieren wird, wenn sich die nationale Gesetzgebung ändert, und äußert die Befürchtung, dass in diesem Fall die Gemeinde schuld sei, da die nationale Gesetzgebung Vorrang hat. Deshalb schlägt er vor, darauf hinzuweisen, dass die nationalen Bestimmungen eingehalten werden müssen, da er befürchtet, dass die kommunalen Vorschriften zu Verwirrung führen könnten.

Der Schöffe Nicolas Pundel (CSV) widerspricht dem, da man Richtlinien für Vereine schaffen wolle, die ansonsten nicht wissen, wie sie die staatlichen Regeln umsetzen sollen. Auch Bürgermeister Gaston Greiveldinger (LSAP) ist der Ansicht dass es Regelungsbedarf gibt, da ansonsten die Vorschriften in gefährlicher Weise ignoriert werden.

Das Gemeinderatsmitglied Martine Dieschburg-Nickels (PD) betont, dass es staatliche Vorschriften gibt, die selbstverständlich eingehalten werden müssen. Sollten sich die Clubs nicht daran halten, müsse die Gemeindeverwaltung Sanktionen vorsehen. Allerdings glaubt sie nicht, dass die Clubs sich besser an die Regeln halten, wenn diese von der Gemeinde kommen. Es ist ihrer Ansicht nach nicht in Ordnung, dass Vereine Beihilfen erhalten, wenn sie sich nicht an die Regeln halten.

Gemeinderatsmitglied Laurent Glesener (DP) wiederum befürchtet, dass die Clubs sich im Falle von Gesetzesänderungen dann später auf die kommunalen Bestimmungen berufen werden.

Das Mitglied des Gemeinderats Jean-Marie Dürrer (CSV) verweist darauf, dass in Deutschland illegale Autorennen mit Todesfolge als Mord geahndet werden und dass man dieselbe Argumentation auch hier vorbringen könne, falls es zu einer bewussten Missachtung dieser Regeln käme.

Der Schöffe François Gleis (CSV) weist auch auf die Notwendigkeit hin, ein klares Zeichen dahingehend zu setzen, dass die Gemeinde sich ihrer Verantwortung bewusst ist und ihre Bürger schützen will.

Gemeinderatsmitglied Marc Fischer (DP) ist der Ansicht, dass der Gemeinderat nicht schnell genug auf Änderungen reagieren kann, und schlägt deshalb vor, dass diese Regeln vom Schöffenkollegium veröffentlicht werden.

Das Mitglied des Gemeinderates Martine Dieschburg-Nickels (DP) kann weder dafür noch dagegen stimmen, da sie der Ansicht ist, dass die Einhaltung der Regeln eine Selbstverständlichkeit ist, damit möglichst wenige Menschen erkranken. Sie lehnt jedoch eine Abstimmung ab und schlägt vor, dass der Schöfferrat diesbezüglich tätig wird.

Bürgermeister Gaston Greiveldinger (LSAP) wiederholt, dass es darum ging, den Vereinen genau zu erklären, wie die gesetzlichen Vorgaben in ihrem Verein umgesetzt werden müssen. Das war die Absicht des Schöfferrates. Daher schlägt er den Gemeinderatsmitgliedern vor, den Schöfferrat damit zu beauftragen, dieses "Vademekum" an die Vereine zu verteilen. Dies stelle nichts in Frage, sondern sei vielmehr den Regierungstexten entnommen, die den Vereinen mitgeteilt werden und für jeden Verein und jedes Gemeinderatsmitglied Gültigkeit haben.

Abschließend einigt sich der Gemeinderat darauf, dem Schöfferrat das Mandat zu erteilen, die Vereine über die geltenden Maßnahmen im Bereich der COVID-Gesetzgebung zu informieren und sie zur Einhaltung dieser Regeln anzuhalten.

12. Verschiedenes

Das Mitglied des Gemeinderates Léandre Kandel (DP) erkundigt sich nach dem Stand der Dinge bezüglich der Ausschreibung für das Gemeindecafé. Bürgermeister Gaston Greiveldinger (LSAP)



antwortet, dass fünf Bewerbungen eingegangen sind. Sie werden dem Gemeinderat demnächst vorgelegt.

Dann erkundigt sich Gemeinderatsmitglied Léandre Kandel (DP) wie es um die Pläne bezüglich des neuen Fußballplatzes steht. Bürgermeister Gaston Greiveldinger (LSAP) erklärt, dass man dabei ist, die diesbezüglichen Pläne mit allen beteiligten Akteuren auszuarbeiten, und dass es auch unterschiedliche Preisvorstellungen gibt. Es sollte daher geprüft werden, welches der geeignete Rahmen ist und wie es um die finanzielle Tragfähigkeit steht. Sobald dies geschehen ist, wird der Gemeinderat informiert.

Das Mitglied des Gemeinderats Victoria El Khoury (LSAP) schlägt den Bau eines integrativen Spielplatzes vor, der für alle Kinder, einschließlich der Kinder mit besonderen Bedürfnissen, geeignet ist. Bürgermeister Gaston Greiveldinger (LSAP) unterstützt die Idee und wird sie dem technischen Dienst der Gemeinde zur Prüfung vorlegen.

Gemeinderatsmitglied Martine Dieschburg-Nickels (PD) äußert sich anerkennend über den Spielplatz mit den Wasserspielen am "Pescher IV", bedauert jedoch, dass es zu wenig Schatten gibt und schlägt deshalb vor, Sonnensegel oder begrünte Pergolen zu installieren. Bürgermeister Gaston Greiveldinger (LSAP) verweist darauf, dass dies aufgrund der damit verbundenen Kosten im nächsten Haushalt vermerkt werden müsse.

Gemeinderatsmitglied Jean-Marie Dürrer (CSV) bemängelt, dass zu viele Bäume in den neuen Wohnsiedlungen nicht genügend Platz für ihre Wurzeln haben, so dass sie, vor allem wegen der sommerlichen Hitze, in kürzester Zeit absterben. Es sei deshalb notwendig, dafür zu sorgen, dass die Bäume fachgerecht gepflanzt werden und dass bei der Artenwahl auch der Klimawandel berücksichtigt wird.

Gemeinderatsmitglied Laurent Glesener (DP) ist überdies der Meinung, dass in manchen Wohnquartieren die Bäume schnell absterben. Er fragt sich, ob es Sache des Bauträgers ist, diese zu ersetzen.

Gemeinderatsmitglied Claire Remmy (Déi Gréng) erkundigt sich nach dem Sauerstoffgehalt des Wassers im Park Riedgen. Bürgermeister Gaston Greiveldinger erklärt, dass dieses Wasser durch den Teich fließt, dass es zur Bewässerung des Fußballfeldes verwendet wird, dass nur die Wasserstrahlpumpe defekt gewesen sei und ersetzt wurde.

Darüber hinaus bedauert das Mitglied des Gemeinderates Claire Remmy (Déi Gréng), dass einige Vorschläge nicht schriftlich in das offizielle Protokoll aufgenommen worden sind.

13. Antrag der DP-Fraktion, die zuständigen Verwaltungen dringend aufzufordern, Lärmschutzmaßnahmen zum Schutz der Einwohner von Strassen zu ergreifen.

Angesichts der auf den strategischen Lärmkarten dargestellten Situation und des Bestrebens von staatlicher Seite, Lärmbelästigung zu verhindern und zu verringern, fordert die DP-Fraktion des Gemeinderates in einem schriftlichen Antrag, dass kommunale Lärmschutzmaßnahmen ausgearbeitet werden. Sie fordert den Gemeinderat auf, das Schöffengericht dabei zu unterstützen, proaktiv tätig zu werden und im Namen des Gemeinderates die notwendigen Verhandlungen mit den nationalen Instanzen aufzunehmen, um die Lärmbelästigung so schnell wie möglich zu reduzieren, und alle kommunalen Maßnahmen zu unterstützen, die darauf abzielen, die Regierung dazu zu bewegen, der Gemeinde Strassen Vorrang bei der Einführung von Lärmschutzmaßnahmen zu gewähren.

Gemeinderatsmitglied Marc Fischer (DP) betont, dass dies nicht als Antrag der DP gesehen werden sollte, sondern als Anliegen des gesamten Gemeinderates. Es ist an der Zeit zu reagieren. Daher sollte der Antrag vom gesamten Gemeinderat unterstützt werden.



Bürgermeister Gaston Greiveldinger (LSAP) spricht eine Pressemitteilung an, die in den Tageszeitungen veröffentlicht wurde und in der die Bevölkerung aufgerufen wird, sich zu beteiligen, ohne jedoch über die zu ergreifenden Maßnahmen zu informieren. Die Einwohner sollen sich vor dem 14. Dezember an ihre Gemeinden wenden. Am 19. und 20. Oktober sind auch online Informationsveranstaltungen geplant, so dass dort auch die Bevölkerung sensibilisiert werden sollte.

Gemeinderatsmitglied Jean-Marie Dürrer (CSV) weist darauf hin, dass es sich bei den angegebenen Dezibelwerten nur um Durchschnittswerte über einen Acht-Stunden-Zeitraum handelt, wobei die Spitzenwerte weitaus höher liegen.

Auch das Gemeinderatsmitglied Martine Dieschburg-Nickels (DP) fordert die Gemeinde auf, proaktiv zu handeln und die Bevölkerung zur Teilnahme anzuregen, da die Gemeinde Strassen doppelt betroffen sei. Einerseits durch die verkehrsreiche Route d'Arlon und andererseits durch die Autobahn, die durch den Ort führt.

Der Schöffe François Gleis (CSV) befürchtet, dass der Verkehr innerorts noch zunehmen wird, wenn sämtlich Pläne für den Bau von "Batiself" umgesetzt worden sind. Außerdem äußert er Zweifel an der künftigen Wirksamkeit des Projekts Boulevard de Merl.

Bürgermeister Gaston Greiveldinger (LSAP) schlägt diesbezüglich eine öffentliche Sitzung mit Simultanverdolmetschung vor, um so die Bevölkerung zu sensibilisieren, sich Anfang Oktober in großer Zahl einzubringen.

Gemeinderatsmitglied Léandre Kandel (DP) hält es für sinnvoll, eine Petition zu organisieren, während das Gemeinderatsmitglied Jean-Marie Dürrer (CSV) neben der Diskussion über die Lärmbelästigung auch zu einer Debatte über die Tram auffordert.

Bürgermeister Gaston Greiveldinger (LSAP) schlägt vor, diesen Antrag anzunehmen, während der Schöffenrat gleichzeitig Aktionen plant. Deshalb sollte der Gemeinderat auch vor der für November angesetzten Sitzung zusammenkommen.

Der Antrag wird einstimmig angenommen.

14. Antrag der Partei "Déi Gréng" auf eine bessere Handhabung und Offenlegung der Entscheidungen des Gemeinderats.

In ihrem schriftlichen Antrag beanstandet die Partei "Déi Gréng" die mangelnde Aufklärung der Bürger und der Gemeindevertreter über das Geschehen in der Gemeinde im Interesse der öffentlichen Meinungsbildung.

Sie kritisiert die (gesetzlich vorgesehene) Frist von fünf Werktagen für die Einberufung des Gemeinderates und fordert einen regelmäßigen Sitzungsplan. Sie stellt auch fest, dass die Bürger durch SMS2Citizen gut über die Gemeinderatssitzungen informiert sind, ohne jedoch die Tagesordnung zu kennen. Daher sind sie auch nicht in der Lage, die Gemeinderatsmitglieder diesbezüglich zu befragen. Sie weisen auch darauf hin, dass verschiedene Gemeinden ihre Sitzungen über das Radio oder per Video übertragen.

Deswegen fordert die Partei "Déi Gréng" ab Oktober 2020 einen vierteljährlichen Sitzungskalender, eine öffentliche Bekanntmachung der Tagesordnung der Sitzungen, eine verbesserte Transparenz durch Video- oder Audioübertragungen sowie die Veröffentlichung des InfoBuet unmittelbar nach jeder Gemeinderatssitzung.

Bürgermeister Gaston Greiveldinger (LSAP) und Schöffe Nicolas Pundel (CSV) weisen darauf hin, dass die Tagesordnung der Gemeinderatssitzungen immer im Voraus auf der Website der Gemeinde veröffentlicht wird, und zwar zu dem Zeitpunkt, wo auch das Datum der Sitzungen bekannt gegeben wird.



Bürgermeister Gaston Greiveldinger (LSAP) weist darauf hin, dass alle Dokumente rechtzeitig an die Mitglieder des Gemeinderates geschickt werden, dass aber immer Last-Minute-Dokumente hinzukommen. Es wäre jedoch möglich, einige Unterlagen etwas früher zu übermitteln. Hinsichtlich des Sitzungskalenders fügt er hinzu, dass bis jetzt die Termine immer von einem Treffen zum nächsten festgelegt wurden.

Stadträtin Maryse Bestgen-Martin (Déi Gréng) wünscht eine schnellere Veröffentlichung im Gemeindeblatt nach jeder Gemeinderatssitzung.

Gemeinderatsmitglied Victoria El Khoury (LSAP) schlägt vor, die Sitzungstermine etwa zehn Tage vor jeder Sitzung festzulegen, ohne eine Kalendervorgabe, die mit der Tätigkeit des Schöffenkollégiums möglicherweise nicht vereinbar wäre. Da die Unterlagen zu den einzelnen Tagesordnungspunkten jedem Mitglied des Gemeinderates zugeschickt werden, hat sie keine Einwände dagegen, die Tagesordnung fünf Tage vor der Sitzung des Gemeinderates bekannt zu geben.

Bürgermeister Gaston Greiveldinger (LSAP) weist darauf hin, dass die einzelnen Fristen so gesetzt sind, dass man ständig unter Zeitdruck steht, und lobt in diesem Zusammenhang den Gemeindesekretär Christian Muller für seine hervorragende Arbeit.

Außerdem wurde die nächste Sitzung des Gemeinderates bereits auf den 4. November festgesetzt.

Der Schöffe François Gleis (CSV) bestätigt, dass es nicht möglich ist, alle Dokumente früher bereitzustellen.

Gemeinderatsmitglied Maryse Bestgen-Martin (Déi Gréng) beantragt, die bereits vorliegenden Dokumente in einer vorgezogenen zusätzlichen Sitzung zu bearbeiten.

Der Vorschlag von "Déi Gréng" wird einstimmig angenommen.

15. Entscheidungen über die Ausübung des Vorkaufsrechts (unter Ausschluss der Öffentlichkeit).

In einer geschlossenen Sitzung äußern sich Mitglieder des Gemeinderates besorgt über die Ausübung eines Vorkaufsrechts.



Communal Council meeting of 14 October 2020

Mobilise the competent administrations to take measures to fight against noise pollution

AGENDA

1. Approval of the minutes of the Communal Council meetings of 1 July 2020 and of 29 July 2020
2. Approval of the annual communal forest management plan for 2021
3. Approval of several notarised documents:
 - a) "Rackebierg" document (VEFA, i.e. sale in future state of completion)
 - b) "Biekesbierg" document (free transfer)
 - c) "Kiem" document (free transfer)
4. Approval of the final school plan for 2020-2021
5. Drafting of an opinion concerning the repeal of the Inert Waste Sector Master Plan (PSDDI)
6. Urban planning: approval of the "Rackebierg – Plot 25" Special Development Plan (PAP)
7. Determination of the commercial tax and property tax rates for 2021
8. Approval of an exchange agreement
9. Approval of several lease agreements for the building at 110, route d'Arlon
10. Confirmation of an emergency traffic regulation
11. Approval of the safety principles
12. Any other business
13. Motion of the DP to demand that the competent administrations take measures to fight noise pollution to protect the inhabitants of Strassen
14. Request from Déi Gréng for a better management and dissemination of Municipal Council decisions
15. Decisions on the right of first refusal (closed session)

Present:

Mayor Gaston Greiveldinger (LSAP); 1st Alderman Nicolas Pundel (CSV); 2nd Alderman François Gleis (CSV).

Councillors: Maryse Bestgen-Martin (Déi Gréng), Martine Dieschburg-Nickels (DP), Jean-Marie Dürrer (CSV), Victoria El-Khoury (LSAP), Marc Fischer (DP), Laurent Glesener (DP), Léandre Kandel (DP), Claire Remmy (Déi Gréng), Jean-Claude Roob (LSAP), Betty Welter-Gaul (LSAP).

Secretary: Christian Muller.

Absent:



1. Approval of the minutes of the Communal Council meetings of 1 July 2020 and of 29 July 2020

The minutes of the Communal Council meetings of 1 July 2020 and of 29 July 2020 were approved without any discussion.

2. Approval of the annual communal forest management plan for 2021

Serge Bisenius, a forest ranger, presented the annual communal forest management plan for the upcoming year. He underscored the fact that felling would be reduced to a minimum due to this year's severe drought. As a result, mainly dry trees would be removed.

In addition, the forest warden listed numerous maintenance matters to be dealt with, such as the removal of invasive species (giant hogweed and Japanese knotweed), extensive mowing of forest paths, removal of illegally-dumped waste, marking special biotopes or bat-reproduction sites, securing trees, ensuring delimiting markers are visible, the protection of several historic Celtic burial mounds, the protection of waterways, reforestation and maintenance of young plantations, the protection of wildlife (wildcat) and anti-parasite treatments (oak processionary caterpillars and bark beetles), monitoring wild fauna, awareness-raising activities for the public or pedagogical activities with children, including the provision of natural materials or holiday activities for schoolchildren. In addition, the management plan provided for the set-up and maintenance of teaching and recreational infrastructures, buildings and forest machinery, as well as policing to protect nature, animals and forests.

In total, expenditure for 2021 would total 233,000 €, whereas income would total 62,200 € as a result of a reduction in forestry activity.

Councillor Jean-Marie Dürrer (CSV) mentioned the fact that there are many dead trees along the paths next to privately-owned plots, and that other species of trees should be planted in our forests in the long term in order to face climate change.

Councillor Léandre Kandel (DP) suggested training our own personnel to fight the oak processionary caterpillar so that this problem could be dealt with more quickly.

Councillor Marc Fischer (DP) enquired about nocturnal rest in forests (normally one hour after sunset until one hour before sunrise) and about direct billing for natural materials produced for schools and the Maison relais.

Councillor Martine Dieschburg-Nickels (DP) proposed that the Council and the forest ranger visit the communal forests together and maybe create an educational forest trail similar to that of the Commune of Koerich. Moreover, she asked about the alleged presence of wolves in the communal forests. This report is not true.

Councillor Maryse Bestgen-Martin (Déi Gréng) asked about the possibility to signpost the walking trails in the forests of Strassen. Forest ranger Serge Bisenius referred to the routes in the forests, including the cycling path. It would also be possible to mark the Celtic burial mound more clearly. Unfortunately, there is a lot of vandalism in the forest.



Alderman François Gleis (CSV) underscored the importance of the forest as a space for leisure activities. As a consequence, the underground passageway near the “Arbre de la liberté” (“Tree of freedom”) was also highly important. Councillor Claire Remmy (Déi Gréng), who participated in the session by means of videoconference, asked about the signposting of the “Fräiheitsbam” (“Tree of freedom”) circuit. Councillor Betty Welter-Gaul (LSAP) wanted to know if the fire pit could be used by anyone or only by school classes.

All the speakers thanked the forest ranger and his team for drafting this management plan and for their great work.

The management plan was unanimously approved.

3. Approval of several notarised documents:

- a) “Rackebierg” document (VEFA, i.e. sale in future state of completion)
- b) “Biekesbierg” document (free transfer)
- c) “Kiem” document (free transfer)

a) Two notarised documents would be discussed at a later meeting. One concerned a single home located at no. 25, rue Lou Koster in Strassen, for which the cost price for the plot of 1.77 ares totalled 389,400 €, whereas the single home to be built would cost 883,888.40 €. This means that the expense of this house (planned as social rental housing) would be 1,273,288.40 €. Another document concerned six apartments in the Residence Alma, Anna and Ava on nos. 10, 12 and 14, rue Lou Koster in Strassen, measuring 62.16, 67.14, 70.46, 72.42, 70.46 and 72.42 m², with a basement and a one-car parking space for a total price of 3,202,880.68 €.

Councillor Martine Dieschburg-Nickels (DP) noted a difference between the amounts retained in a reservation contract signed by the parties and voted upon by the Municipal Council on 24 July 2019 and the amounts submitted for the approval of the Communal Council. Mayor Gaston Greiveldinger (LSAP) suggested reporting this item on the agenda to a later meeting so that the mentioned amounts could be checked. The Councillors approved this proposal unanimously.

b) This document concerned the free transfer of 25% of the surface of the “Suebelfeld” Special Development Plan (PAP) of Luxenergie S.A., who planned to install a cogeneration plant there. The transferred plot is located behind the building, in the direction of Reckenthal.

Councillor Claire Remmy (Déi Gréng) asked if the commune had any say concerning the operation of the facility.

Alderman Nicolas Pundel (CSV) explained that the Luxenergie had nothing to do with the Commune, but that it had obtained the permit to build the facility. It is not a combustion facility; it is a wood gasification facility, generating both heat and cold. The plot transfer was adopted unanimously.

c) Another notarised document concerning the free transfer to the Commune of two plots on rue due Kiem in Strassen and measuring 1.14 and 0.7 ares respectively was also unanimously approved.



4. Approval of the final school plan for 2020-2021

Alderman Nicolas Pundel (CSV) presented the school plan for the Commune of Strassen, where 730 pupils are distributed among 48 classes. The pupils attending “précoce” classes (non-mandatory first year of early childhood education) are distributed across five classes. For pre-school (“maternelle”), there are 187 children distributed across 12 classes. In the 2.1 cycle, 88 children are distributed in six classes. In the 2.2 cycle, there are 75 children who are distributed into five classes. In the 3.1 cycle, there are 70 children in five classes. In the 3.2 cycle, there are 74 children in five classes. In the 4.1 cycle, there are 75 children in five classes and in the 4.2 cycle, there are 73 children in five classes. In addition to these figures, there are four “classes d’accueil” (reception classes).

Alderman Nicolas Pundel (CSV) highlighted the fact that a total of 80 people are employed in schools. Some work part-time and others cater to students’ special needs. He mentioned the organisation of the various pedagogical groups and tasks related to the Unesco and Arc-en-ciel networks, highlighting the efforts made to teach skills about respectful relationships between the pupils and society. He reminded the participants about the school development plan and the care of children with special needs.

Relating to other school activities, Nicolas Pundel (CSV) mentioned the “Gesond lessen - méi Bewegung” (“Eat healthy – Move more”) campaign, the Pupils’ Parliament and the school paper entitled “De Schnëssert”. Concerning school transport, he spoke about the three school buses on which there is always an attendant.

He also mentioned last year’s reported ski trips and the fact that this may happen again this year. He also underscored the uncertain scenario regarding the 4.1 cycle pupils’ trip to Steinach (Austria) from 3 to 12 March.

He raised the issue of the Musep and Lasep activities, as well as various extra-curricular activities, the collaboration with the Maison relais, among others, before thanking the school management and all the participants for their collaboration when drafting the school plan. The speakers from all the Communal Council’s political groups seconded these words of thanks.

Councillor Léandre Kandel (DP) stated he did not appreciate the fact that the Steinach provider had invoiced 90 % of the cancelled trips. He asked why, considering this fact, the Commune still wanted to send its classes there. Alderman Nicolas Pundel (CSV) responded that the provider’s conditions are known, that everything is in order and that if the site were to be changed, previous checks would have to be made.

Councillor Martine Dieschburg-Nickels (DP) enquired about whether children from the speech therapy centre (“Centre de logopédie”) were in any of the four reception classes (“classes d’accueil”). Alderman Nicolas Pundel (CSV) said that only children from parents who had moved to Strassen have access to the reception classes.

Councillor Betty Welter-Gaul (LSAP) thanked the Commune for employing people benefiting from social services (social inclusion income, known as “Revis”) as attendants on school buses.

Mayor Gaston Greiveldinger (LSAP) explained that this social project had been launched in collaboration with the Ministry of Family Affairs.



The final school plan was unanimously approved.

5. Drafting of an opinion concerning the repeal of the Inert Waste Sector Master Plan (PSDDI)

The Communal Council unanimously approved the repeal of a sectoral plan concerning inert waste so that a new regulation could be elaborated.

6. Urban planning: approval of the “Rackebierg – Plot 25” Special Development Plan (PAP)

A modification to the “Rackebierg – Plot 25” Special Development Plan concerned the addition of a unit that would not have any impact on population density.

Councillor Martine Dieschburg-Nickels (DP) stated that this request dated from December 2019. The building had already been built and she wondered why the Communal Council was only discussing this matter now.

Mayor Gaston Greiveldinger (LSAP) replied that the Ministry’s response had only been given to the Commune of Strassen on 23 July 2020.

All the councillors approved the authorisation.



7. Definition of the communal commercial tax and property tax rates for 2021

The members of the Communal Council unanimously agreed to maintain the multiplier rates for the commercial and property rate taxes for 2021.

Consequently, the multiplier rate for the commercial tax would remain 250%.

As to the property taxes, the multiplier rates would remain:

- A 500% farming properties
- B1 750% industrial or commercial constructions
- B2 500% mixed-use constructions
- B3 250% constructions for other uses
- B4 250% single-family homes, revenue homes
- B5 500% unbuilt buildings other than building plots for habitation purposes
- B6 500% building plots for habitation purposes

8. Approval of an exchange agreement

The members of the Communal Council unanimously approved the exchange of a plot belonging to Nicolas Kandel totalling 96.96 ares at the “Langen Anwender” for the price of 75,000 € per are, i.e. a total of 7,272,000 €, against two plots belong to Commune of Strassen and measuring 2.15 ares and 28.18 ares respectively on the rue du Kiem for 174.000 € per are, i.e. a total of 5.277.420 €, as well as a cash payment of 1.994.580 €.

This exchange of plots was performed for reasons relating to public use because the Commune planned to build public facilities there, mainly municipal agency units.

Councillor Léandre Kandel (DP) did not participate in the discussions nor in the vote.

9. Approval of several lease agreements for the building at 110, route d’Arlon

The Communal Council believed the monthly charges for the social housing units on 110, route d’Arlon in Strassen were too high compared to the rents so it decided to review them.

Councillor Marc Fischer (DP) thought that the rents should not be considered as “social” rents and Councillor Martine Dieschburg-Nickels (DP) also felt that rent payments totalling 1,161 € / month for 66.4 m² was quite high. She expressed her satisfaction at the fact that all lease agreements had been



revised, i.e., the paragraph on a ban on professional activities in the apartments under Art. 3 was deleted because it was redundant: this was explicitly mentioned under Art. 7.

Councillor Betty Welter-Gaul (LSAP) specified that social rents are calculated on the basis of the renters' income, hence why there could be a difference in price even in the case of two apartments with identical living surfaces. She added that these rents are considered advance payments, because they are revised and adjusted at the end of the year.

The new lease agreements were adopted unanimously.

10. Confirmation of an emergency traffic regulation

Several emergency traffic regulations for a duration of over 72 hours to accommodate works on rue des Romains, rue Michel Rodange, rue Michel Lentz and rue Dicks were unanimously approved. Moreover, the existing provisional regulation authorising cyclists to cycle on rue des Romains in the opposite direction was extended to 3 September 2021.

11. Approval of the safety principles

The Aldermen's proposal to publish a list of safety principles for the Commune of Strassen on a COVID-19-related code of behaviour for public communal buildings, sports infrastructures and associations was discussed at length. The principles covered matters such as the number of persons authorised to stay in specific locations and under what conditions.

According to the Aldermen's Council, associations and organisers had been informed of the various COVID-19 regulations resulting from COVID legislation, on occasion giving rise to complaints. Several associations did not respond at all and others stated they felt constrained by the measures imposed. The aim was to respect social distancing and impose the compulsory use of facemasks if social distancing could not be respected. Even when wearing masks, people should respect social distancing as far as possible. The Council of Aldermen's main objective was to fight carelessness.

This is why the Communal Secretary, Christian Muller, drafted a list of safety principles based on the existing health regulations and measures, with the aim of communicating this list to the associations and remind them of their responsibilities, including civil responsibilities, namely with the Christmas market in mind.

Councillor Marc Fischer (DP) congratulated the Municipality on its initiative and the 17-page document. He questioned what would happen in the event of changes to the national legislation, however, reminding the Commune that in this case, national rules take precedence. He therefore suggested that the document remind readers that national regulations must be respected: he feared that if this were not made clear, communal rules could cause confusion.

Alderman Nicolas Pundel (CSV) objected to this comment, saying that directives must be drafted for clubs who do not know how to apply state rules. Mayor Gaston Greiveldinger (LSAP) was also of the opinion that a regulation was required, because without one, rules were being flaunted and dangerously ignored.



Councillor Martine Dieschburg-Nickels (DP) highlighted the fact that government rules were in place and that of course they should be complied with. If clubs did not comply, then the Commune would have to set sanctions forth. However, she did not believe that clubs would respect rules any better if they were issued by the Municipality. She said that associations should not receive subsidies if they did not respect the rules.

Councillor Laurent Glesener (DP) feared that the clubs would later refer to the communal regulation in the case of legislation changes.

Councillor Jean-Marie Dürrer (CSV) reminded the participants that in the case of death at illegal car races, this was considered murder. One could say the same of a voluntary breach of rules in this case.

Alderman François Gleis (CSV) also said that it was important that the Commune make it clear that it is aware of its responsibilities and wants to protect its citizens.

In the opinion of Councillor Marc Fischer (DP), the Municipal Council could not react fast enough to the ongoing changes and suggested that the Aldermen's Council publish these rules.

Councillor Martine Dieschburg-Nickels (DP) said she could not vote for or against the proposal: indeed, rules must be respected to prevent the spread of the illness, but she was opposed to a vote and suggested that the Council of Aldermen act.

Mayor Gaston Greiveldinger (LSAP) explained once again that the aim was to clearly explain to associations how to apply the law in the context of their organisations. That was the intention of the Council of Aldermen. This is why he suggested to the members of the Communal Council to entrust the Aldermen's Council with the distribution of the list of principles. This did not call anything into question: the government's texts are communicated to the associations and they apply to all.

Finally, the Communal Council agreed to give its mandate to the Council of Aldermen to communicate the existing measures relating to COVID legislation to the associations and encourage them to respect the rules.

12. Any other business

Councillor Léandre Kandel (DP) wanted to know what the status quo concerning the call for bids for the communal café. Mayor Gaston Greiveldinger (LSAP) said that five applications had been submitted. They would be shown to the Communal Council shortly for its feedback.

Councillor Léandre Kandel (DP) also asked about the situation regarding the plans for the new football field. Mayor Gaston Greiveldinger (LSAP) said that all the players concerned were involved in the elaboration of the plans and that there were different views regarding pricing. An appropriate framework and its financial viability had to be considered. The Communal Council would be informed as soon as possible.

Councillor Victoria El Khoury (LSAP) suggested the creation of an inclusive playground that could also be used by children with special needs. Mayor Gaston Greiveldinger (LSAP) agreed with this idea, and said he would submit it to the Communal Technical Service for analysis.



Councillor Martine Dieschburg-Nickels (DP) commented on the playground with its water features at “Pescher IV”, saying it was a good facility but that there was no shade. She proposed the installation of sun shields or plant-covered pergolas. According to Mayor Gaston Greiveldinger (LSAP), this would have to be noted in the next budget due to the costs.

Councillor Jean-Marie Dürrer (CSV) complained that too many trees in the new housing complexes did not have sufficient space for their roots. They died quickly, namely in the summer heat. It was important that trees be planted by professionals and that the choice of species consider climate change.

Councillor Laurent Glesener (DP) also said that trees were quickly dying in various residential areas. He wondered if it was the responsibility of the developers to replace them.

Councillor Claire Remmy (Déi Gréng) asked about the oxygen levels in the water in Riedgen Park. Mayor Gaston Greiveldinger said that this water runs through the pond, that it is used to water the football field and that the pump was faulty and had been replaced.

Moreover, Councillor Claire Remmy (Déi Gréng) complained that some suggestions were not saved in writing in the official reports and minutes.

13. Motion of the DP to demand that the competent administrations take measures to fight noise pollution to protect the inhabitants of Strassen

In a written motion, the DP group of the Communal Council requested that municipal noise pollution reduction measures be taken, as a result of the situation recorded on the strategic noise pollution maps and the State’s aim to prevent and reduce noise pollution. He asked the Communal Council to support the Aldermen’s College in taking proactive measures and launching the necessary negotiations on behalf of the Communal Council with the national bodies, with the aim of reducing noise pollution as fast as possible. Moreover, he requested that the Communal Council defend all actions that would encourage the Government to consider Strassen as a priority commune for measures to counter noise pollution.

Councillor Marc Fischer (DP) highlighted the fact that this should not be considered a DP motion, viewing it instead as a concern for the entire Communal Council. It was high time to act, hence why the entire Communal Council should support them.

Mayor Gaston Greiveldinger (LSAP) referred to a communication published in the papers, according to which the population was encouraged to participate, without, however, providing any information on the measures to be taken. The inhabitants were called to communicate with their communes by 14 December. Online information meetings were scheduled for 19 and 20 October, and the population’s awareness could be raised.

Councillor Jean-Marie Dürrer (CSV) underscored that the decibel figures recorded represent averages over eight-hour periods. The peaks were much higher.

Councillor Martine Dieschburg-Nickels (DP) also urged the Municipality to be proactive and to raise the awareness of the population, encouraging it to participate. Strassen had a big noise pollution



problem. On the one hand, the route d'Arlon is very busy and on the other hand, there is the motorway running through the village.

Alderman François Gleis (CSV) feared even more traffic in Strassen once the Batiself construction works were finished. He also had his doubts regarding the future effectiveness of the boulevard de Merl project.

Mayor Gaston Greiveldinger (LSAP) suggested a public meeting with simultaneous interpretation be scheduled, encouraging the citizens to attend in October.

Councillor Léandre Kandel (DP) thought it would be useful to organise a petition. Councillor Jean-Marie Dürrer (CSV) also called for a debate on the tram alongside the debate on noise pollution.

Mayor Gaston Greiveldinger (LSAP) proposed voting on this motion while planning College actions, hence why the Communal Council should meet before the November session.

The motion was adopted unanimously.

14. Request from Déi Gréng for a better management and dissemination of Municipal Council decisions

In its written request, Déi Gréng flagged the lack of information provided to the citizens and communal representatives, urging for improvements in the interest of forming public opinions on communal events.

He criticised the timeframe of five business days (set forth by law) to call for meetings and requested a regular schedule. He also said that citizens were well-informed about the dates of the Communal Council meetings by means of SMS2Citizen, but that they did not have the agenda. Citizens cannot consult the Council members. He also said that various municipalities broadcast their meetings on the radio or by video.

As a result, Déi Gréng asked for a quarterly schedule of meetings as from October 2020, along with a public announcement of the agenda, improvements to transparency by means of video or audio broadcasting, and an InfoBuet publication after every Communal Council meeting.

Mayor Gaston Greiveldinger (LSAP) and Alderman Nicolas Pundel (CSV) specified that the agenda of the Communal Council meetings was always published beforehand on the Commune's website, along with the dates of the meetings.

Mayor Gaston Greiveldinger (LSAP) said that all the documents were sent to the members of the Communal Council in due time, but that last-minute documents were always added. However, an earlier submission of some documents could be considered. As to the schedule, dates were always decided upon from one meeting to the next.

Councillor Maryse Bestgen-Martin (Déi Gréng) said that information should be published more quickly in the municipal journal after every Communal Council meeting.



Councillor Victoria El Khoury (LSAP) suggested that the dates for meetings be determined ten days before every meeting; a provisional schedule may not be compatible with the College of Aldermen's duties. Considering that the documents for each item on the agenda must be sent to every Communal Councillor, she did not object to the agenda being communicated to the public five days before a meeting.

Mayor Gaston Greiveldinger (LSAP) said that the various deadlines were set and that there were always time constraints. He wanted to congratulate the Communal Secretary, Christian Muller, for his excellent work.

In addition, the next Communal Council meeting had already been scheduled for 4 November.

Alderman François Gleis (CSV) confirmed the fact that it would not be possible to provide all the documents any sooner.

Councillor Maryse Bestgen-Martin (Déi Gréng) suggested that the documents that were already available be dealt with at an additional, earlier meeting.

Déi Gréng's proposal was unanimously adopted.

15. Decisions on the right of first refusal (closed session)

The members of the Communal Council discussed the right of first refusal during a closed session.